

Les subsides

Le président suppléant (M. Charest): Des questions et des observations?

M. Benjamin: Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention les propos du député. Il a adressé quelques reproches au groupe d'étude mis sur pied par le NPD qui a passé plusieurs jours dans les provinces atlantiques. Le député voudrait-il admettre que, depuis quelques années, tous les partis politiques ont eu recours à une telle pratique?

M. Nystrom: Sauf les libéraux.

M. Benjamin: Son propre parti a mis sur pied des équipes itinérantes qui ont parcouru le pays et dont les travaux ont donné lieu à . . .

M. Rodrigue: A n'en plus finir.

M. Benjamin: . . . des motions et des discours à la Chambre. Nous l'avons appuyé jusqu'à un certain point, monsieur le Président. Le député n'y voit-il pas une pratique légitime pour tous les partis politiques?

● (1450)

Pendant que notre groupe était dans les provinces atlantiques, nous avons découvert des choses intéressantes. Nous nous contentons de rapporter ce que des gens de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve nous ont dit. Et c'est à partir de là que nous avons rédigé la motion à l'étude. J'espère que le député finira par accepter ce que nous avons fait. Personne ne s'est jamais opposé à ce qu'un parti politique fasse son travail, c'est-à-dire prenne connaissance de ce qui se passe dans toutes les régions, prenne le pouls de la population et fasse part au Parlement de ses conclusions. De quoi le député se plaint-il au juste?

M. Cochrane: Monsieur le Président, je crois avoir discerné une question dans cette intervention. Assurément ces députés ont parfaitement le droit de visiter les provinces atlantiques. En fait, nous les encourageons à parcourir nos régions. Je comprends très bien que le Nouveau parti démocratique sente la nécessité de s'occuper de la région atlantique, car il n'a manifestement pas pu préconiser les politiques susceptibles d'inciter les électeurs de ces régions à élire un des leurs au Parlement.

Je puis assurer aux députés que notre parti fait passer le message de la région de l'Atlantique. Nous travaillons dans nos circonscriptions. Nous consultons nos électeurs et communiquons les renseignements obtenus à notre caucus pour nous assurer que la région de l'Atlantique est bien représentée, ce qui nous permet de proposer des programmes susceptibles de l'aider.

M. Benjamin: Le député est-il en train de se plaindre que nous rapportons ce que nous disent les habitants de la région de l'Atlantique? Je suppose qu'il ne se plaint pas que nous rapportons les propos de ces personnes à la Chambre des communes.

M. Cochrane: Monsieur le Président, je ne me plains pas à ce sujet. Je me plains, je suppose, de la méthode peu systématique que nous appliquons pour élaborer une mosaïque nationale en vue de faire face aux problèmes du pays. Si chaque fois que l'on va dans une région, on en revient avec une motion visant à

régler les problèmes propres à cette région, on perd de vue les objectifs et les problèmes nationaux. Nous avons besoin d'une économie nationale saine dont pourra profiter pleinement la région de l'Atlantique.

M. Tobin: Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de Moncton (M. Cochrane) pour le zèle quasi évangélique avec lequel il nous donne son avis sur la récente visite des députés néo-démocrates dans la région de l'Atlantique. Pour ma part, les recettes du tourisme provenant du Nouveau parti démocratique sont toujours bonnes à prendre. J'espère que ces députés ont fait quelques bons repas et apprécié l'esprit de camaraderie, la chaleur et la générosité des Canadiens de l'Atlantique. Je ne sais pas pourquoi le député s'affole.

Le député a une conviction presque religieuse. Il a reçu une sorte d'absolution depuis son arrivée à Ottawa, il y a à peine trois ou quatre mois. Il nous a montré à quel point il a mûri sur le plan politique, dans l'espoir peut-être d'attirer l'attention du premier ministre et d'être promu aux banquettes ministérielles lorsque le ministre de la Défense nationale (M. Coates) ou un autre disparaîtra lors d'un remaniement ministériel. Il nous a dit qu'il ne veut comme politique pour la région de l'Atlantique qu'une politique nationale. Cette attitude fait de lui un député digne, adulte, mûr, sur le continent à Ottawa. Elle fait de lui un centralisateur, monsieur le Président.

Certains problèmes dans notre pays sont propres à la Colombie-Britannique. Certains sont uniques au Canada de l'Ouest, comme le tarif du Nid-de-Corbeau et le prix de transport des céréales. Au Québec, la politique linguistique est un problème unique en raison de l'importance des deux langues officielles du pays. Certaines conditions sont propres au nord de l'Ontario et nous avons élaboré une politique nationale qui en tient compte. Ne vous excusez pas de demander qu'une politique spéciale, adaptée aux besoins de votre région, soit mise au point dans une tribune nationale.

Je conseille au député de s'entretenir avec l'un des hommes politiques de la région de l'Atlantique qui a le plus réussi, le député de Carleton-Charlotte (M. McCain). Depuis le nombre d'années qu'il est député, il n'a pas cessé un seul jour de se battre pour les intérêts régionaux particuliers de la région de l'Atlantique. C'est pour ça qu'il a réussi. Cessez de vous excuser. Nous avons des besoins et des intérêts spéciaux qui sont tout aussi importants que ceux des autres régions du pays. Ce sont des intérêts réels dont il faut tenir compte.

Le député veut-il dire qu'il accepte l'augmentation spectaculaire de 20 à 30 p. 100 des tarifs-marchandises que le CN a imposée à la région de l'Atlantique, alors que dans l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, le chemin de fer est, la plupart du temps, le seul moyen de transport des marchandises et des voyageurs? Le député veut-il nous dire qu'il accepte cette coupure radicale de 200 millions de dollars de la caisse d'expansion régionale? Croit-il comme son ministre, qui écoute assis en face, qu'il n'y aura plus jamais de politique au Canada destinée à favoriser l'expansion industrielle et à créer des emplois dans les régions les plus démunies? Croit-il qu'il n'y aura plus de régions désignées, là où le chômage est particulièrement élevé? Est-il d'accord là-dessus?